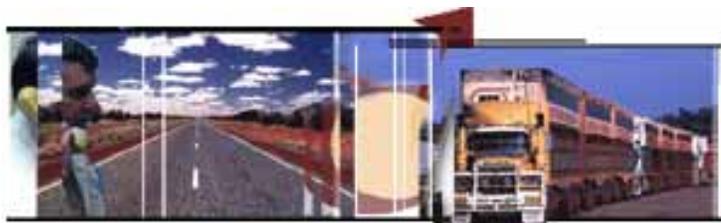


Bulletin d'information officiel de l'OMC

[accueil](#) > [ressources](#) > [bulletin d'information](#) > **focus 58**



[n](#) [Editions précédentes](#)

[n](#) [Contactez nous](#)

[n](#)

[M. Supachai met en garde contre la présentation d'un "programme surchargé" à la Conférence de Cancún](#) [haut de page](#)



Dans le [rapport](#) (télécharger en format Word, 3 pages, 44 Ko) qu'il a présenté en qualité de Président du Comité des négociations commerciales à la réunion tenue par le Conseil général du 10 au 13 décembre 2002, M. Supachai Panitchpakdi, Directeur général, a déclaré: "nous avons réalisé des progrès sur tous les fronts, mais de façon inégale, et sans doute pas aussi rapidement que nécessaire". Il a souligné ce qui suit: "nous ne pouvons absolument pas nous permettre de présenter à Cancún un programme de travail surchargé et comportant trop de questions non résolues".

En ce qui concerne les futures réunions du CNC, M. Supachai a dit qu'il réfléchissait au moyen "de rendre les discussions plus interactives durant [les] réunions, en passant de déclarations générales à des déclarations plus précises, dans le but de clarifier les positions et de progresser vers leur convergence".

S'agissant des questions de mise en œuvre en suspens examinées par neuf organes permanents de l'OMC au cours de l'année conformément à la Déclaration ministérielle de Doha, le Directeur général a déclaré "qu'en dépit du travail considérable accompli, les Membres ne semblaient pas être parvenus à des solutions définitives pour la plupart des questions qui leur étaient soumises". Il a dit qu'il procéderait à des consultations informelles au sujet des prochaines étapes possibles.

> [Résumé de la réunion du CNC](#) (télécharger en format Word, 2 pages, 30 Ko)



Le 11 décembre 2002, le Conseil général s'est réuni en tant qu'Organe d'examen des politiques commerciales pour procéder au tour d'horizon annuel de l'évolution du commerce international et de l'environnement commercial, prescrit par le Mécanisme d'examen des politiques commerciales.

Dans son premier rapport annuel aux Membres sur l'évolution de l'environnement commercial international, publié le 15 novembre 2002, M. Supachai Panitchpakdi, Directeur général, a souligné les avantages économiques d'un succès des négociations sur l'accès aux marchés, en ce qui concerne tant les marchandises que les services, surtout pour les pays en développement. Il a déclaré que de sérieux obstacles au commerce subsistaient pour ce qui est de l'agriculture, des textiles et d'autres produits manufacturés.

> [Rapport annuel du Directeur général](#) (télécharger en format Word, 46 pages, 628 Ko)



Dans un [discours](#) (Le Programme de Doha pour le développement: les défis à venir) qu'il a prononcé le 26 novembre 2002 à une conférence sur la mondialisation à l'Université de Louvain (Belgique), le Directeur général a dit que "l'incertitude de l'économie mondiale, associée à une tension internationale croissante, a relégué au second plan le nouveau cycle et nuit à la cause de la coopération multilatérale. C'est toutefois précisément pour cette raison que le succès de l'OMC (à Cancún) est si indispensable".

Dans le [discours d'orientation](#) (L'agriculture et le Programme de Doha pour le développement) qu'il a prononcé au World Food and Farming Congress (congrès mondial sur l'alimentation et l'agriculture) à Londres le 25 novembre 2002, il a dit qu'outre les textiles et quelques autres secteurs, "la libéralisation du commerce des produits agricoles est probablement la contribution la plus importante que le système commercial multilatéral peut apporter pour aider les pays en développement, y compris les plus pauvres d'entre eux, à sortir de la pauvreté".



Le 10 décembre 2002, le Conseil général de l'OMC a approuvé l'ensemble des textes relatifs à l'accession de l'Arménie à l'Organisation mondiale du commerce. "C'est un événement très important pour l'Arménie et pour le système commercial multilatéral", a déclaré M. Supachai, Directeur général.

> [Communiqué de presse](#)

Auparavant, les gouvernements Membres avaient approuvé les lignes directrices qui devraient faciliter l'intégration des pays les plus pauvres dans l'économie mondiale en rationalisant leurs procédures d'accession à l'OMC. Le Directeur général a dit que "la décision (...) représente une avancée majeure et une contribution importante aux efforts déployés pour faciliter l'accession des PMA à l'OMC".

> [Communiqué de presse](#)

La candidature du Cambodge pour accéder à l'OMC est entrée dans une phase finale à la suite d'une réunion du Groupe de travail de l'accession à l'OMC le 14 novembre 2002. Il a été demandé au Secrétariat d'établir le rapport du Groupe de travail pour une réunion qui aura lieu au printemps 2003. Le Cambodge et les membres du Groupe de travail de l'OMC ont indiqué qu'ils avaient l'intention d'achever les travaux relatifs à l'accession d'ici la cinquième Conférence ministérielle de Cancún (10-14 septembre 2003).

> [Nouvelles](#)

À sa réunion de décembre, le Conseil général a approuvé une série de mesures, y compris une procédure d'accèsion à l'OMC facilitée pour les pays les plus pauvres et une plus grande clarté dans la désignation des futurs directeurs généraux et présidents des conseils et comités de l'OMC.

> [Communiqué de presse](#)

Le Conseil général a adopté un nouveau budget qui comprend un ajustement des traitements et a pris l'engagement de poursuivre les travaux relatifs à une méthode de calcul des traitements plus stable. Le Président, M. Sergio Marchi, a décrit les composantes d'un "processus objectif et crédible" permettant d'obtenir un résultat équitable. Le Directeur général, M. Supachai Panitchpakdi, et le Conseil du personnel de l'OMC ont également fait des [déclarations](#).

> [Résumé de la réunion](#) (télécharger en format Word, 4 pages, 43 Ko).

[n](#)

[L'OMC examine les politiques commerciales de Hong Kong, Chine; du Venezuela et du Japon](#) [haut de page](#)

Les Membres de l'OMC ont achevé respectivement l'examen des politiques commerciales de Hong Kong, Chine; du Venezuela et du Japon le 8 novembre, le 29 novembre et le 18 décembre.

Ils ont félicité Hong Kong, Chine d'avoir su garder l'une des économies les plus ouvertes du monde, dont de nombreux Membres devraient chercher à s'inspirer. Ils ont également félicité Hong Kong, Chine pour son rôle actif à l'OMC, et notamment le soutien vigoureux que le Territoire apporte au Programme de Doha pour le développement.

> [Pour en savoir plus](#)

Les Membres ont dit que la dépendance croissante du Venezuela à l'égard du secteur pétrolier avait restreint la base d'exportation et nuï à la compétitivité d'autres secteurs. Ils ont encouragé le Venezuela à poursuivre les efforts qu'il déployait pour diversifier ses marchés et produits d'exportation.

> [Pour en savoir plus](#)

Les Membres ont encouragé le Japon à poursuivre les réformes par le moyen, entre autres, d'une intensification de la restructuration financière et des entreprises, d'une amélioration de l'accès aux marchés (en particulier dans le domaine de l'agriculture) et d'un renforcement de la politique de la concurrence. Ils ont souligné l'importance de la santé économique du Japon pour l'économie mondiale et son rôle moteur à l'OMC.

> [Pour en savoir plus](#)

[n](#)

[Un délai supplémentaire a été accordé aux États-Unis pour mettre en œuvre la décision concernant les produits en acier laminés à chaud](#) [haut de page](#)



L'Organe de règlement des différends (ORD) est convenu, le 5 décembre 2002, de prolonger le délai raisonnable dans lequel les États-Unis doivent mettre en œuvre les décisions et recommandations de l'ORD dans l'affaire concernant les mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon. Auparavant, le 28 novembre 2002, l'Équateur et la Turquie avaient annoncé qu'ils étaient parvenus à une solution mutuellement convenue dans leur différend concernant les bananes et certains fruits.

> [Pour en savoir plus](#)

L'OMC a publié des rapports sur les différends ci-après:

- L'Organe d'appel a publié, le 9 décembre 2002, son rapport

(DS212/AB/R) qui a infirmé la conclusion du Groupe spécial selon laquelle la législation interne pertinente des États-Unis est incompatible avec l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires mais a confirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle les États-Unis avaient agi d'une manière incompatible avec cet accord en imposant et en maintenant des mesures compensatoires sur les produits en acier provenant de sociétés sidérurgiques privatisées des Communautés européennes sans déterminer si des subventions continuaient d'exister. M. James Bacchus, Président de l'Organe d'appel, a envoyé une lettre au Président de l'Organe de règlement des différends concernant l'incidence de la grève du zèle observée par le Secrétariat de l'OMC sur la distribution de ce rapport. [Télécharger le rapport de l'Organe d'appel en format Word](#) (87 pages; 316 Ko), en [format pdf](#) (87 pages; 238 Ko)

- L'OMC a publié, le 29 novembre 2002, le rapport d'un groupe spécial (DS141/RW) qui a constaté que les CE ont mis en œuvre une recommandation antérieure visant la mise en conformité de leurs droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde avec l'Accord antidumping. [Télécharger le rapport du Groupe spécial](#)
- L'OMC a publié, le 28 novembre 2002, le rapport de l'Organe d'appel (DS213/AB/R) concernant le rapport du Groupe spécial sur la plainte des CE contre les États-Unis relative à un réexamen à l'extinction des droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne. [Télécharger le rapport de l'Organe d'appel en format Word](#)

n

Les vingt et unième et vingt-deuxième cours ordinaires de politique commerciale s'achèvent [haut de page](#)



Deux cours de trois mois organisés simultanément à l'OMC se sont achevés le 6 décembre 2002. Ils ont permis à 58 fonctionnaires chargés des affaires commerciales de pays en développement et de pays les moins avancés de mieux comprendre les Accords de l'OMC et les questions liées au commerce. Lors de la cérémonie de remise des diplômes, qu'il présidait au nom du Directeur général, M. Rufus Yerxa, Directeur général adjoint, a rappelé aux participants que "si le savoir est source de pouvoir, il implique également des responsabilités".

> [Nouvelles](#)

Le programme d'assistance technique de l'OMC sur le commerce et l'investissement s'est poursuivi les 1er et 2 décembre 2002 avec un atelier spécial pour les fonctionnaires des administrations centrales de 21 pays africains. L'atelier a été organisé par le Secrétariat de l'OMC en coopération avec la CNUCED et avec le soutien de l'Agence de coopération internationale du Japon.

> [Communiqué de presse](#)

Vingt et un fonctionnaires gouvernementaux de PMA ont participé au deuxième cours d'introduction à l'OMC, qui a commencé le 11 novembre 2002. L'institut de formation de l'OMC a effectué le cours de trois semaines en français.